

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

ANBG : les bourses seront intégralement payées

ENA
Libreville/Gabon

DESTINÉE à résoudre l'impasse née du retard du paiement des allocations d'études, une réunion s'est tenue le 2 décembre 2020, entre la direction de l'Agence nationale des bourses du Gabon (ANBG), le rectorat de l'Université Omar-Bongo (UOB) et les mutuelles des étudiants.

De celle-ci, il ressort que les points de friction ont été aplanis. Lesquelles frictions étaient axés sur le paiement intégral des bourses d'études au titre de cette année académique 2019-2020 dont les soubresauts du calendrier conduisent à une incertitude quant à sa fin, les rappels de reliquats des années académiques écoulées 2017-2018 et 2018-2019.

Les représentants des étudiants étaient focalisés sur le paiement unique de l'intégralité des allo-

cations, pour éviter des perturbations devenues récurrentes, d'autant que ces bourses leur permettent de résoudre de nombreuses préoccupations d'ordre académique. Ce point des échanges revenu sans cesse a trouvé sa solution dans le réalisme de la situation économique actuelle.

Le directeur général de l'ANBG, Sandra Flore Abessolo s'est fait fort d'indiquer à ses interlocuteurs qu'en raison de la difficile conjoncture économique que connaît le Gabon, il serait irréaliste d'envisager un tel décaissement pour satisfaire ces doléances. " Ce qui est acquis, c'est que vos allocations seront payées dans l'intégralité. Mais ce paiement sera séquencé. Penser un seul instant que l'État va sortir un tel montant pour les temps qui courent n'est pas réaliste ". Et d'expliquer, d'entrée, que les tensions qui surgissent ne doivent pas induire dans l'esprit

des personnes qu'il y a " un camp dressé contre un autre ". Et qu'il y a surtout " des incompréhensions et des malentendus ". D'où la nécessité d'intensifier la communication entre les différentes parties. Ce qui permettra à tout le monde d'accéder à un bon niveau d'information.

Le recteur de l'UOB, Mesmin-Noël Soumaho, a axé son intervention sur la lucidité et le discernement dont doivent faire montre les étudiants quant à l'intérêt de rester mobilisés pour les études, déplorant ainsi la propension de ces derniers à occuper la rue et à susciter les bras de fer avec les autorités dès qu'il y a un retard de paiement



Photo: Antoine Essone Ndong

Les parties échangeant pour sortir de l'impasse.

de bourses. " Il y en a même qui brandissent l'éventualité d'une année blanche comme si cela

était à leur avantage. Il y a trop de manipulations, et cela vous dessert... ", a-t-il relevé.

Solidarité : l'aide financière du Pnud à 500 personnes vivant avec un handicap

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

LA pandémie de Covid-19 a causé beaucoup de dommages dans les ménages en général, chez les personnes vivant avec un handicap en particulier. Ce qui a d'ailleurs contribué à aggraver la vulnérabilité de ces derniers. C'est la raison pour laquelle le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) n'a pas hésité à soutenir le ministère des Affaires sociales et des Droits de la femme, qui œuvre inlassablement pour soutenir cette frange de la population, en octroyant une aide financière à 500 personnes vivant dans cette situation à Libreville, Owendo, Akanda et Ntoundou.

La célébration, hier, de la journée internationale dédiée à cette cause a matérialisé cette action au cours d'une cérémonie coprésidée au Centre d'éducation préscolaire Benoît-Messani à Batavéa par la ministre des Affaires sociales, Prisca Koho-Nlend, et le représentant-résident du Pnud au Gabon, Francis James. "L'inclusion du handicap est un aspect



Photo: DR

La ministre Prisca Koho Nlend et le représentant-résident du Pnud, Francis James, posant avec quelques bénéficiaires de l'aide apportée par l'organisme onusien.

essentiel du respect des droits humains et du développement durable. Elle est essentielle à la promesse inscrite dans la perspective et les principes de l'Agenda 2030, à savoir ne laisser personne de côté", s'est exprimé Francis James à cette occasion.

"Le handicap fait partie de la condition humaine. Tous autant que nous sommes pourrions, à un moment donné de notre vie, souffrir d'un handicap permanent ou temporaire", a relevé, pour sa part, la ministre Prisca Koho-Nlend.

Notons que le gouvernement gabonais poursuit sa politique de lutte contre la précarité et l'exclusion sociale. Raison pour laquelle le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a instruit la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda, de mettre en place des programmes d'intégration, d'insertion et de réadaptation des personnes vivant avec un handicap. Car, a précisé la ministre Koho-Nlend, on ne peut pas espérer construire un État moderne en excluant une frange de sa population.

Le clin d'œil de *Lybek*

